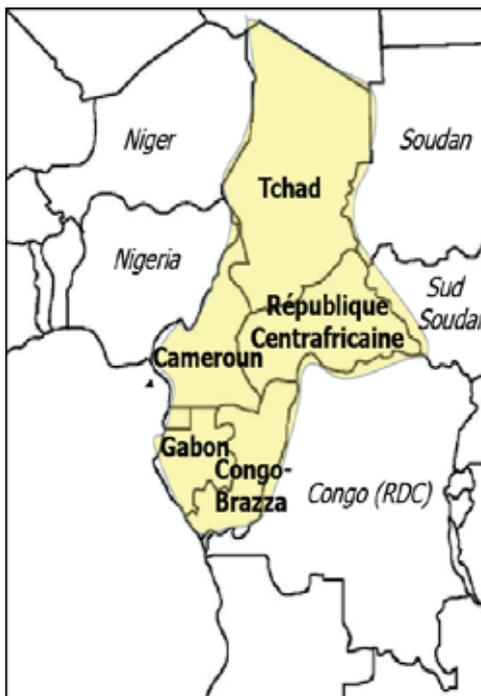


Avez-vous dit République centrafricaine ?

HENRI BORÉ*

L'Afrique a radicalement changé pour le mieux au cours des dix dernières années. Les processus démocratiques, la bonne gouvernance et le développement économique progressent maintenant dans de nombreux pays. Pourtant, une partie du continent est secouée par la polarisation traditionnelle ethnique, la corruption généralisée, le manque d'éducation, la pauvreté et les inégalités sociales : « Ces éléments se recoupent et sont fréquemment manipulés par les politiciens¹ ». Ils favorisent souvent les violences brutales et les changements de régime sanglants. En effet, le conflit de 2013 en République centrafricaine (RCA) dévoile une image déjà vue au Nigeria, en République démocratique du Congo (fig. 1), en Côte d'Ivoire et en Libye, pour ne citer que quelques pays. Cette image reflète des siècles de méfiance entre les communautés ethniques ou tribales, ainsi qu'une fracture sociale et une pauvreté qui affectent une grande partie de la population².



**Figure 1. Ancienne Afrique équatoriale française au XX^e siècle.
(avec l'autorisation de l'auteur)**

*L'auteur est responsable du bureau Afrique à l'US Marine Corps Center for Advanced Operational Culture Learning. Il a également été consultant sur l'Africa programs for the African Center for Strategic Studies et le US Department of State et servit pendant de nombreuses années en Afrique en tant que conseiller des fusiliers-marins français intégré aux forces africaines en Afrique occidentale et centrale, y compris aux Tchad et en République centrafricaine. Il est titulaire d'une maîtrise d'études internationales et de défense de l'École de guerre de Paris.

En décembre 2013, le pays a sombré dans le chaos politique et la violence. Les violations des droits fondamentaux de l'homme par des milices et des groupes armés incontrôlés, dirigés par des seigneurs de la guerre qui cherchent à en tirer des avantages personnels ont déclenché une crise humanitaire majeure. Dans ce genre de chaos, les *Marines* américains, de concert avec leurs alliés européens et partenaires africains, sont souvent appelés à appuyer des opérations de sécurité et de stabilité, ainsi que l'aide humanitaire internationale. La première question que les planificateurs et les opérateurs exigent une réponse est : « Que se passe-t-il ? » La République centrafricaine ne fait pas l'exception.

L'exposé ci-après offre un aperçu des principaux facteurs à long terme de la crise de 2013. Ces facteurs peuvent également servir d'indicateurs pour la voie à suivre en ce qui concerne la sécurité et les opérations humanitaires. Bien que la situation sur le terrain en République centrafricaine est le résultat direct d'évènements chaotiques à court terme, de nombreux problèmes à long terme sous-tendent ce dernier. Les causes manifestes et visibles du conflit sont connues : mauvaise gouvernance, la pauvreté, la fracture sociale, la corruption endémique et l'absence générale de dirigeants politiques expérimentés. Cela ne représente que la partie émergée de l'iceberg. Trois facteurs culturels complexes et étroitement liés qui contribuent à l'instabilité en République centrafricaine demeurent depuis longtemps à l'état latent :

1. Une nation fantôme née d'une construction géographique artificielle.
2. Un simulacre d'état en proie à la malédiction d'une fracture ethnique ancestral
3. L'ombre du Tchad voisin, depuis longtemps « meilleur ami, pire ennemi » de la République centrafricaine.

Une nation fantôme

Incapable de surmonter les conséquences de sa situation géographique, la RCA a été une nation fantôme depuis son accession à l'indépendance en 1960. Le pays représente sur le plan géographique une entité hétérogène. Il est en fait divisé en deux entités principales liées à diverses influences ethniques régionales. La savane et les hauts-plateaux arides du Nord-ouest et du Nord-est constituent des jonctions naturelles avec la topographie du Sud tchadien et de l'Est soudanais. Dans le Sud, plus équatorial, la forêt tropicale qui longe le bassin de l'Oubangui lie la région à la géographie du bassin du Congo et, dans une certaine mesure, aux hauts-plateaux du Nord du Cameroun à l'ouest³. Ces caractéristiques géographiques naturelles nourrissent deux éléments culturels cruciaux qui ont en fait

sapé l'ensemble du processus d'édification nationale de la République centrafricaine depuis son accession à l'indépendance en 1960.

Tout d'abord, pendant des siècles le relief naturel a délimité les diverses cultures ethniques, les modes de vie et les activités économiques liés à la propriété foncière. Par conséquent, la géographie a favorisé les conflits politiques et sociaux internes à base ethnique entre les populations du Sud, appelées souvent le groupe du fleuve, et celles du Nord, également connues sous le nom de groupe de la savane ou des hauts-plateaux (fig. 2). C'est là où se trouvent les racines à long terme du conflit de 2013 et de sa violence religieuse entre les communautés chrétienne et musulmane. Sans aucun doute, la géographie physique a empêché le pays nouvellement indépendant de devenir une nation unifiée.

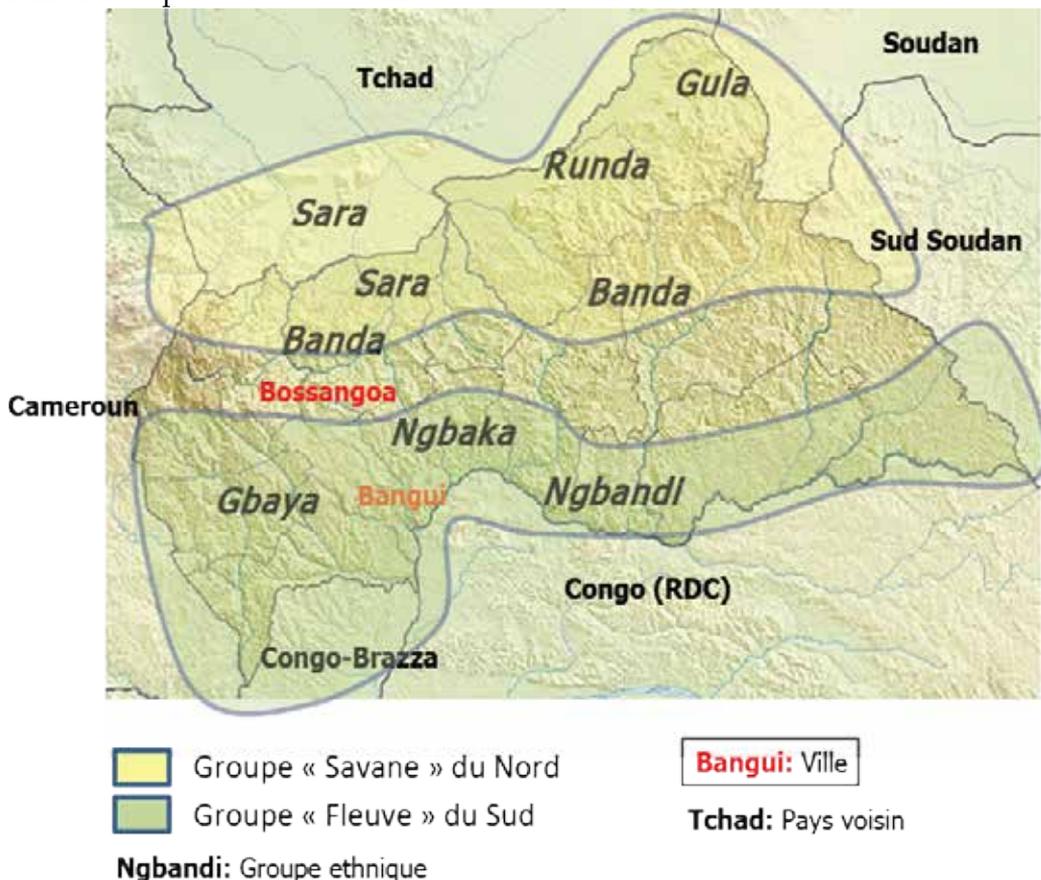


Figure 2. Les ensembles ethniques majeurs de la République centrafricaine (avec l'autorisation de l'auteur)

Deuxièmement, le pays est une construction artificiellement né à l'époque coloniale française à l'aube du XX^e siècle. Les frontières de la RCA sont artifi-

cielles. Elles ne furent pas à l'origine tracées par la France pour délimiter les frontières d'un futur pays souverain. Elles n'étaient en fait destinées qu'à définir le découpage administratif colonial. Elles avaient pour objectif d'améliorer le contrôle du vaste territoire de l'Afrique équatoriale française, grand comme la moitié des États-Unis, qui englobait le Gabon, le Congo Brazzaville, le Tchad et la République centrafricaine d'aujourd'hui (voir fig. 1). Dans cette structure coloniale, les régions du Tchad et de la RCA faisaient partie d'une même entité sous-administrative, (environ un tiers des États-Unis) : la province de l'Oubangui-Chari du nom des fleuves principaux, l'Oubangui en RCA et le Chari au Tchad.

Lorsque la partie Oubangui de ce territoire obtint son indépendance en 1960, le nouvel État, la RCA, a adopté l'ancien découpage administratif colonial de l'Oubangui-Chari pour définir ses nouvelles frontières souveraines. Malheureusement, les dirigeants politiques de l'État nouvellement indépendant avaient miné l'avenir du processus d'édification nationale du pays. Parce que les limites territoriales coloniales ont été conçues seulement comme des limites administratives d'une région plus vaste, leur transformation en frontières nationales plus petites (la RCA est aussi grande que le Texas) a obligé des communautés ethniques à vivre ensemble bien que n'ayant pas d'identité commune, sans parler d'un sentiment national partagé. En outre, la nature artificielle de ces frontières, combinée à la topographie mentionnée plus haut de la région, a fait que les influences culturelles du Tchad et du Congo restent bien vivantes. Après cinquante ans, la RCA essaye encore de développer un sentiment national. Le pays a fait des progrès, mais ils sont insuffisants pour changer la perception d'un pays fantôme.

Un simulacre d'État

L'ethnicité a été le moteur principal de luttes politiques et sociales constantes pendant plus de cinquante ans. Par conséquent, la RCA est souvent décrite comme un « État fantôme » qui a survécu d'une façon chaotique depuis son indépendance⁴. En effet, de nombreux historiens estiment que le clivage ethnique ancestral entre les populations de l'Oubangui au Sud et celles de la savane au Nord a peu de chances de changer du jour au lendemain.

Depuis près d'un demi-siècle, les chefs militaires et civils successifs ont mené le pays vers sa perte. Tous, de l'auto-couronné empereur Jean-Bedel Bokassa en 1965 aux présidents David Dacko (1979), André Kolingba (1981), Angé-Felix Patasse (1993), François Bozize (2003) et Michel Djotodia (2013) ont été incapables d'établir des structures et des processus politiques efficaces qui auraient pu contrôler la manipulation des divisions culturelles, sociales et politiques entre les populations de l'Oubangui au Sud et celles de la savane au Nord. La présidente

Catherine Samba-Panza, élue en 2014, fait face au même défi. Ce qui a été parfois pire est que les conflits au sein d'une même communauté ethnique et une bizarre alliance de circonstance avec des groupes ethniques rivaux ont contribué encore plus à plonger le pays dans un état de révolte permanente parmi les tribus, de mutineries militaires et de guerres civiles. En un mot, en RCA, « ce sont les tribus, idiot ! », pour paraphraser Robert Kaplan commentant la situation en Irak⁵.

En 1981, le général Kolingba, un Yakoma du Sud, s'empare du pouvoir par un coup d'état militaire qui renverse le président Dacko, lui-même originaire du Sud. En 2003, le président Bozizé, un Gbaya du Sud-ouest, évince le président Patasse, un Sara originaire du Nord, bien qu'ils aient tous deux fait alliance en 1993 pour renverser Kolingba, l'homme du Sud. En 2013, Bozizé est renversé par un coup d'état mené par Djotodia et sa coalition du Nord, la Seleka, qui veut dire *alliance* dans la langue Sango traditionnelle.

Comme l'ont observé certains experts, la RCA « est pratiquement devenue un État fantôme, sans aucune véritable capacité institutionnelle, au moins depuis la chute de l'Empereur Bokassa en 1979⁶ ». La fracture socioculturelle ancestrale entre les populations africaines noires de l'Oubangui au Sud et les Soudanonomades de la savane au Nord va probablement continuer à façonner un processus mis au point pour rétablir la sécurité, la stabilité politique et le développement économique en RCA⁷.

Malgré tout cela, des structures démocratiques existent réellement en RCA. La plupart des présidents qui ont pris le pouvoir par un coup d'état militaire ont été élus plus tard dans le cadre d'élections nationales. La plupart du temps toutefois, des allégations de fraude massive, de corruption, de favoritisme et de népotisme généralisés ont entaché presque toutes les élections et institutions démocratiques. Par conséquent, la pratique de la démocratie telle qu'elle est comprise dans la culture occidentale, est devenue une mascarade et l'état un simulacre. Il faudra du temps et des dirigeants charismatiques pour inverser la tendance.

Pour de nombreux spécialistes de l'Afrique, une autre série d'élections démocratiques peut simplement ouvrir la voie à un nouveau conflit. Comme l'a également dit Kaplan à propos d'autres régions du monde, éradiquer l'anarchie « exigera de s'appuyer sur les loyautés tribales, c'est-à-dire de ne pas imposer la démocratie du haut vers le bas⁸ ». En effet, le concept « un homme, une voix », principe fondateur de la démocratie occidentale, souvent permet l'accession au pouvoir d'un seul groupe ethnique à cause de la loyauté inspirée par les puissants liens du sang et de la tradition. Par exemple, les élections démocratiques au Mali ont toujours porté au pouvoir une direction Bambara car cette ethnie représente

quatre-vingt pour cent de l'électorat. Les autres communautés ethniques n'avaient plus que deux choix : une bonne entente ou la sécession. Au cours des dernières cinquante années, de nombreux Touaregs du Nord du Mali ont choisi la sécession. Lorsque la situation inverse se produit, c'est-à-dire quand une ethnie minoritaire exerce le pouvoir sur les quatre-vingt pour cent de la population d'autre groupe ethnique, la démocratie favorise souvent une guerre civile récurrente, comme on l'a vu au Burundi entre 1970 et 2005. Les experts ont qualifié ce scénario de démocratie ethno-arithmétique de l'Afrique⁹. La RCA ne fait pas exception à ce phénomène. La violence religieuse, par exemple, n'est qu'un élément visible du « théâtre d'ombres de l'ethnicité¹⁰ ».

Le poids lourd de la fracture ethnique entre les groupes du fleuve et de la savane explique que les rivalités ethniques prennent le pas sur la dynamique religieuse. Quand plus de quatre cent civils ont été tués en deux jours de violence les 8 et 9 décembre 2013 à Bossangoa, dans le Nord-ouest du pays (fig. 2), certains observateurs ont interprété le massacre comme un changement dans la nature du conflit en RCA en conflit religieux sanglant entre Chrétiens et Musulmans. D'autres, qui ont une perspective culturelle à plus long terme, ont fait une analyse différente¹¹. En effet, l'attaque était la réponse des habitants du Nord aux massacres ethniques perpétrés par le Sud pendant la guerre de brousse de 2005 à 2007 dans la même région Nord-ouest. Effectivement, l'armée à direction sudiste de la République centrafricaine, la garde présidentielle en particulier, qui est essentiellement une unité sudiste au service du président Bozizé, lui-même originaire du Sud, a mené des opérations brutales dans le Nord. Des centaines de civils ont été exécutés à bout portant et leurs habitations incendiées. Quelque 100.000 personnes du Nord ont été déplacées.

Les conseillers aux *Marines*, familiers de l'Afrique subsaharienne connaissent le dicton commun à de nombreuses cultures du Rwanda au Congo, à la RCA et à la Côte d'Ivoire : « Nous pardonnons mais nous n'oublions pas ». Pour ce qui est de la RCA, le peuple du fleuve et celui de la savane ne semblent pas prêts d'oublier des siècles de méfiance réciproque, d'animosité et de meurtres. Au cours des cinquante-quatre années qui ont suivi l'indépendance, le Sud a contrôlé le pays pendant quarante-quatre ans de 1960 à 1993 et de 2003 à 2014. Il faudra un autre Nelson Mandela pour changer la dynamique et établir un processus d'unification réussie. La RCA a bien besoin d'un tel héros charismatique qui n'a pas encore émergé.

Par conséquent, sur ces questions essentielles, il est primordial de séparer l'explication à court terme d'une crise, c'est-à-dire la partie émergée de l'iceberg, de ses origines à long terme qui se dissimulent souvent sous la surface. La planification et l'exécution des opérations de désarmement, de démobilisation et de réin-

tégration (DDR) pour rétablir la sécurité, le soutien à l'aide humanitaire et aux secours en cas de catastrophe pour aider les quelque 400.000 personnes déplacées, ainsi que les programmes de coopération en matière de sécurité pour rebâtir les forces armées nationales de la RCA, tiendront compte de ce facteur ethnique majeur.

Le Tchad : de longue date le meilleur ami et le pire ennemi de la République centrafricaine dans la région

Le Tchad a été un acteur constant et actif dans la région, notamment en RCA voisine. Les forces nationales tchadiennes (fig. 3) ont été déployées en RCA dès 1997 dans le cadre de la première force multinationale africaine (MISAB) qui a intervenu avec un soutien militaire français important pour rétablir la paix et la stabilité dans Bangui, la capitale déchirée par la guerre¹². Les soldats tchadiens ont mené plusieurs opérations en RCA au cours des dix-sept dernières années. La République centrafricaine se trouve en fait dans l'arrière-cour stratégique du Tchad. Pour diverses raisons, l'instabilité qui règne à Bangui peut facilement ouvrir la voie à un brutal changement de régime à près de mille six-cents kilomètres de là, à Ndjamena, la capitale du Tchad. Par conséquent, la stabilité politique interne du Tchad et celle de la RCA sont étroitement liées depuis un demi-siècle.



Figure 3. Soldats tchadiens, Tchad, 2008. (Avec autorisation de l'auteur)

Du point de vue stratégique tchadien, la RCA est un élément clé de la sécurité sur son flanc sud en raison de la composition ethnique commune au Sud du Tchad et au Nord de la RCA ; d'où l'histoire troublée du Tchad au cours des cinquante dernières années. Il est même possible de faire remonter ces liens au XIX^e siècle, lorsque les nomades arabes, de ce qui est aujourd'hui le Nord du Tchad, avaient l'habitude de faire des incursions dans ce qui est aujourd'hui la RCA pour capturer des esclaves destinés à leurs clans ou à la vente aux royaumes arabes méditerranéens, dans l'actuelle Libye et Égypte¹³. Selon des historiens, cette traite arabe des esclaves, qui a duré plusieurs siècles, « a fait au moins autant de victimes que la traite transatlantique » à laquelle se sont livrés les Européens¹⁴.

La traite arabe des esclaves n'existe peut-être plus en Afrique centrale, mais l'histoire moderne du Tchad et celle de la RCA continuent de créer des frictions pour une autre raison. La frontière entre les deux pays est habitée par la même ethnie Sara, une communauté d'Afrique noire constituée essentiellement d'agriculteurs chrétiens. Les Sara tchadiens et centrafricains se soutiennent mutuellement dans tous les domaines, y compris dans la politique. Culturellement et politiquement, par exemple, les Sara tchadiens ont été traditionnellement hostiles aux clans arabo-nomades du Nord du pays, qui ont gouverné le pays depuis 1980. En RCA, les Sara font souvent cause commune avec d'autres habitants du Nord, telles que les Banda, les Ranga et les Gula, contre la suprématie politique du groupe du fleuve du Sud à Bangui.

Par conséquent, au cours des trente dernières années, les gouvernements tchadien et centrafricain ont en commun le fait qu'ils ont vu la communauté Sara et leurs groupes ethniques alliés comme une menace à la stabilité intérieure. Le Tchad a soutenu activement l'accès au pouvoir des représentants du Sud en RCA. Chaque fois que le gouvernement de la RCA était entre leurs mains, les ethnies du Sud (Yakoma et Gbaya), créaient des alliances de circonstance avec le Tchad pour saper le pouvoir du groupe Sara et de ses alliés politiques du Nord.

Les interférences tchadiennes un mélange de *Hard* et *Soft Power*

Lorsque le Tchad accéda à l'indépendance en 1960, la France a donné le pouvoir aux Sara. La guerre civile qui a suivi et secoué le pays pendant vingt ans a ramené au pouvoir les clans arabo-nomades du Nord. Pendant une décennie, les Sara ont continué à se battre soit en organisant des insurrections armées ou en capitalisant sur les rivalités entre les clans du Nord¹⁵. Les insurgés Sara tchadiens ont toujours été soutenus par leurs frères SARA vivant dans le Nord du pays. Tout au long des années 1980 et 1990, par exemple, la communauté Sara du nord de la RCA a fourni des bases arrière permanentes et des refuges à l'insurrection des

Sara tchadiens contre les gouvernements du Nord, y compris le régime du clan Zaghawa d'Idriss Déby depuis 1990.

Déby a contribué activement à préparer le terrain politique national en RCA et de miner le bastion Sara sur sa frontière sud. Par exemple, il a soutenu d'une manière décisive le coup d'état du général Bozizé en 2003. Les forces tchadiennes ont également soutenu les vigoureuses opérations militaires de Bozizé dans les provinces septentrionales de la RCA entre 2005 et 2006. Le président Bozizé a profité de la situation pour écraser brutalement l'opposition politique de son groupe de la savane du Nord. En 2012, les forces tchadiennes sont intervenues une fois de plus dans le Nord de la RCA pour soutenir les forces de Bozizé contre les populations du Nord et leurs alliés Séléka. Le président Déby était aussi intéressé à mener des opérations de contre-insurrection dans la région contre son propre neveu, Timane Erdimi, qui essayait de s'aligner avec les Sara et les mercenaires soudanais recrutés par les Séléka afin de retrouver un nouvel élan après l'échec de sa tentative de renverser son oncle à N'djamena en 2008. Tout cela pour dire que, pendant toutes ces années, le Tchad, en particulier sous la présidence de Déby, est intervenu activement dans la politique intérieure de la RCA en soutenant le groupe ethnique du fleuve du Sud.

Lorsque les bons rapports entre le Nord du Tchad et le Sud de la RCA se détériorent, c'est toujours le premier qui l'emporte. Le Tchad, meilleur ami de la RCA, devient son pire ennemi. La crise de 2013 en RCA est un bon exemple. Ce n'était un secret pour personne que le président Déby a perdu confiance dans la capacité du président Bozizé pour établir et maintenir la stabilité politique à long terme en RCA, c'est-à-dire à contrôler ses provinces du Nord. Pour de nombreux observateurs, Déby a ouvert la voie au succès militaire de la coalition Séléka en 2013 en mettant fin à son soutien à Bozizé. Que ce soit ou non une ruse politique de la part de l'astucieux président tchadien, l'effet à court terme de sa décision a été de restituer aux Sara du Nord le pouvoir qui avait été le leur de 1993 à 2003. En décembre 2013, on ne savait toujours pas si le président Michel Djotodia aurait sa place dans les plans stratégiques tchadiens. Le président Déby a lui-même mis fin à cette incertitude un mois plus tard lorsqu'il orchestra l'exil de Djotodia au Bénin à l'occasion du sommet régional de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), qui se tint dans la capitale tchadienne, N'djamena, le 11 janvier 2014.

Le Tchad utilise également le *soft power* pour renforcer son influence en RCA. Les réseaux personnels et la médiation d'une tierce partie jouent un rôle important dans les coulisses partout en Afrique¹⁶. La médiation du président du Burkina Faso, par exemple, est souvent essentielle dans le processus de paix en Côte d'Ivoire et au Mali. En RCA, les rapports personnels de longue date entre le

président Déby et le président de la République du Congo (Congo-Brazzaville), Sassou Nguesso, ne sont un secret pour personne. Les forces de Déby apportèrent un soutien décisif au coup d'état militaire qui porta Nguesso au pouvoir à Brazzaville en 1997. Le président Nguesso symbolise aussi les liens culturels traditionnels que la géographie a créés naturellement entre le Congo et le groupe du fleuve du Sud de la RCA comme rappelé plus haut. Par conséquent, à la lumière du consensus africain traditionnel via la médiation d'une tierce partie, Nguesso représente un puissant allié du président Déby dans le processus de résolution du conflit en RCA. En octobre 2013, les dix pays de la CEEAC se réunirent à N'djamena pour aborder les questions de sécurité en RCA à la demande du président Déby, qui est aussi le président en exercice de la CEEAC.

En d'autres termes, dans la perspective stratégique et opérationnelle de l'AFRICOM, le Tchad et le Congo-Brazzaville sont des acteurs africains essentiels dont il convient de tenir compte et avec lesquels il faut s'associer pour deux raisons : 1) pour planifier efficacement tout soutien potentiel aux opérations d'aide à l'enfance ainsi que d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe pour aider la RCA à se redresser ; 2) pour définir les conditions d'une stabilité à long terme dans le pays et dans la région. Ce n'est pas par hasard qu'un général congolais, Jean-Marie Michel Mokoko, a pris le commandement de l'ensemble du contingent de l'Union africaine en RCA dans le cadre de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) en 2013, amenant avec lui cinq cents soldats congolais, un nombre significatif pour l'armée congolaise. Sur le terrain, des mesures d'action tactiques appliquées par les Tchadiens et les Congolais tendent également à se soutenir mutuellement, indépendamment de ce que les autres nations ont l'intention de faire.

Conclusion

Les *Marines* comprennent que presque tout environnement étranger est « un iceberg culturel et ce que nous comprenons au départ n'est que la partie émergée¹⁷ ». La crise de 2013 en RCA est une parfaite illustration. Les récents événements chaotiques sont une combinaison de conflit à court terme et de facteurs à long terme. Il est essentiel de comprendre ce qui est le plus facilement visible, mais il est tout aussi important de connaître les questions culturelles qui sous-tendent ces événements. Lorsqu'il s'agira de cerner le problème de 2013, les planificateurs ont découvert trois facteurs primordiaux qui ont largement contribué à l'instabilité à long terme.

Tout d'abord, la géographie joue un rôle clé pour empêcher le pays de devenir un état unifié moderne car ce clivage ethnique reste aujourd'hui bien vivant.

En d'autres termes, pour emprunter le titre d'une critique par l'anthropologue James D. Faubion, « La parenté est morte ! Vive la parenté¹⁸ ! » Ensuite, bien que le conflit semble être un clivage religieux entre Chrétiens et Musulmans, il a des racines plus profondes dans la rivalité ethnique ancestrale entre le groupe noir du fleuve au Sud et les communautés arabo-africaines de la savane au Nord. Enfin, la géographie et l'histoire sont des multiplicateurs de force stratégiques qui ont consolidé l'influence respective du Tchad et du Congo-Brazzaville voisins sur les dirigeants de la RCA au cours des trente dernières années.

Les causes manifestes et visibles d'un conflit sont souvent la partie émergée de l'iceberg. La lecture culturelle des problèmes à long terme fournit aux planificateurs une compréhension plus réaliste des facteurs d'instabilité. Ce faisant, ils peuvent exprimer plus clairement des mesures d'action efficaces. Le cas de la RCA ne fait pas exception. Les décisions politiques et militaires difficiles restent à prendre pour répondre efficacement à la crise de 2013. Les décideurs doivent tenir compte de ce qui passe souvent inaperçu.

Notes

1. BEKOE, Dorina, « *Trends in Electoral Violence in Sub-Saharan Africa* », United States Institute of Peace, 10 mars 2010, www.usip.org/publications/trends-in-electoral-violence-in-sub-saharan-africa.
2. KODJO, Edem, *Lettre Ouverte à l'Afrique Cinquantenaire*, Paris : Continents Noirs, NRF Gallimard, 2010, p. 21, p. 27.
3. NGUYEN, Eric, *Géopolitique de l'Afrique*, Paris : Studyrama Perspectives, 2010, p. 172.
4. International Crisis Group, *Central African Republic: Anatomy of a Phantom State*, Rapport d'Afrique no. 136, Nairobi/Brussels : International Crisis Group, 13 décembre 2007, [www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/central-african-republic/Central%20African%20Republic%20of%20a%20Phantom%20State.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/africa/central-africa/central-african-republic/Central%20African%20Republic%20of%20a%20Phantom%20State.pdf).
5. KAPLAN, Robert D., « It's the Tribes, Stupid! », *Atlantic*, 21 novembre 2007, www.theatlantic.com/magazine/archive/2007/11/its-the-tribes-stupid/306496/.
6. International Crisis Group, *Central African Republic*, p. 3.
7. LUGAN, Bernard, « Centrafrique, Ces Cycles Ethniques qui Expliquent l'Instabilité », *Afrique Réelle* 38, février 2013, <http://bernardlugan.blogspot.com/p/lafrique-reelle.html>.
8. KAPLAN, « It's the Tribes, Stupid! ».
9. LUGAN, Bernard, *Histoire de l'Afrique*, Paris : Ellipses, 2009, p. 854.
10. BAYART, Jean-François, *The State in Africa, the Politics of the Belly*, 2^e éd., Cambridge, Royaume-Uni : Polity Press, 2009, p. 41.
11. ADJOVI, Laeila, « Central African Republic 'Descending into Chaos' », *BBC News*, 26 novembre 2013, www.bbc.co.uk/news/world-africa-25095471.
12. « Background », République centrafricaine — MINURCA (Mission des Nations unies en République centrafricaine), consulté le 28 août 2014, www.un.org/Depts/DPKO/Missions/minurcaB.htm.
13. Pour une étude plus profonde de la vente des esclaves arabes au Sahel, voir CHAPELLE, Jean, *Nomades Noirs du Sahara*, Paris : L'Harmattan, 1982.
14. GORDON, April A. et GORDON, Donald L., éd., *Understanding Contemporary Africa*, 5^e éd., Boulder, CO : Lynx Rienner, 2013, p. 48.
15. LUGAN, Bernard, *Atlas Historique de l'Afrique des Origines à nos Jours*, Paris : Rocher, 2001, p. 197.
16. USMC Center for Advanced Operational Culture Learning, *Working with African Militaries: Operational Culture Field Guide for Advisors and Trainers*, Quantico, VA : USMC Center for Advanced Operational Culture Learning, 2011, p. 8.
17. *Id.* p. 29.
18. FAUBION, James D., « Kinship Is Dead. Long Live Kinship. A Review Article », *Comparative Studies in Society and History* 38, no. 1, janvier 1996, pp. 67–91.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp